

Le 31 janvier 2002

**RENCONTRE DE PLANIFICATION 2002**  
**Dakar - 16 au 18 janvier 2002**

Conformément au Plan de travail publié en juillet 2001, le Groupe International Consultatif (GIC) a tenu sa rencontre annuelle de planification du 16 au 18 janvier.

Cette rencontre a permis de faire le point sur les activités de l'an 2001, à la lumière des Termes de Référence, de l'Énoncé de Mission et du Plan de Travail du Groupe et de mettre à jour son organisation interne, ses objectifs et son plan de travail pour l'année 2002.

Le GIC a fait le point en particulier sur l'organisation et le résultat des deux visites statutaires effectuées en 2001 et en a tiré les conclusions qui se reflèteront dans l'organisation des prochaines visites.

**1. Organisation interne : volet Gouvernance**

En premier lieu, le GIC a confirmé la responsabilité de Abdou El Mazide Ndiaye à titre de Rapporteur pour le volet Gouvernance de son mandat, qui comprend les droits de la personne. Chacun des membres du GIC apporte une contribution à ce volet, mais il est également essentiel d'y désigner un Rapporteur comme pour les autres volets.

**2. Objectifs pour 2002**

Dans le contexte des objectifs généraux qu'il s'est assigné lors de sa formation, le GIC a précisé comme suit les objectifs qu'il se propose pour chacun des volets de son mandat en 2002. Le mandat du GIC est d'observer et de conseiller : les objectifs proposés sont ceux qu'il souhaite voir réaliser par les responsables afin d'assurer que le projet devienne un véritable outil de développement.

**2.1 Développement des capacités**

- Rattraper les retards dans la mise en œuvre des programmes de développement des capacités qui touchent tous les secteurs: gouvernement, secteur privé, petits producteurs ruraux, société civile et la Banque mondiale interpellée à titre de conseiller et de bailleur.

**2.2 Gouvernance**

- Assurer la visibilité du calendrier républicain (consultations électorales nationales et locales)
- Accroître les mesures destinées à assurer la sécurité des personnes et des biens: accélérer les processus de formation et de contrôle visant à assurer le travail des forces de l'ordre dans le respect des droits de la personne.

- Développer les processus de participation des populations à la gestion des affaires nationales et locales.
- Renforcer la sécurité judiciaire.

### **2.3 Gestion des ressources et des revenus**

- Accélérer la mise en place des dispositifs -- ressources humaines, instruments juridiques et autres — pour la gestion des ressources du pétrole de Doba et pour l'ensemble des ressources pétrolières du Tchad.

### **2.4 Environnement**

- Continuer de s'assurer que le monitoring par le Consortium, les gouvernements et le groupe spécialisé ECMG (External Compliance Monitoring Groupe) se fasse selon les règles.
- Créer les dialogues qui permettront de juger en connaissance de cause les questions qui font encore l'objet d'incertitudes, tel celles reliées au torchage, à la nappe phréatique, aux déversements accidentels, aux traversées des cours d'eau.

### **2.5 Impact social et développement communautaire**

- Mettre en œuvre les programmes de compensation communautaires, d'infrastructures locales et le FACIL (Fonds d'Actions Concertées pour les Initiatives Locales).
- Gérer les risques reliés au développement : VIH/SIDA, inflation, immigration, habitat.
- Prévenir les conflits sociaux.
- Démarrer la planification régionale de façon participative.
- Permettre aux communautés de base de développer les moyens de profiter éventuellement au maximum des retombées du projet pétrolier et des projets de développement qui seront financés par les revenus du pétrole.

## **3. Plan de travail 2002**

Pour atteindre ses objectifs, le GIC a adopté le programme de travail suivant, qui complète celui qu'il s'était donné en juillet.

- Mission ponctuelle à la mi-février donnant suite aux rencontres avec les ONG du Cameroun et comportant la visite d'un parc national avec la FEDEC (Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun), suivie d'une séance de travail avec le CNPD (Coordination Nationale Projet Doba) à Moundou et à N'Djaména.
- Troisième visite statutaire au Cameroun et au Tchad du 7 au 25 avril.
- Réunion de travail en juillet à Washington, y compris briefing annuel de la Banque mondiale et rencontre avec les ONG

- Quatrième visite statutaire du 20 octobre au 2 novembre.

A ces rencontres et visites s'ajoutent des conférences téléphoniques en mars, mai, septembre et novembre.

#### **4. Organisation des visites**

- Pour la mission de février, dès qu'il aura assuré les dates et la logistique pour la visite proposée, le GIC communiquera avec les intéressés pour fixer les rendez-vous.
- Pour la visite statutaire d'avril, le GIC déterminera sous peu l'itinéraire et la logistique. Le programme de rencontres proposées sera communiqué le 7 mars aux groupes et personnes qu'il souhaite rencontrer en précisant les objets de la rencontre.

#### **5. Communications**

Le site web du GIC est maintenant en fonction à [www.gic-iag.org](http://www.gic-iag.org). On y trouvera entre autre, les rapports des deux premières visites.

Le GIC reçoit avec plaisir tout commentaire sur ses rapports et toute autre communication à l'adresse du Secrétariat :

Secrétariat du GIC  
a/s Christiane LeBlanc  
5 Place Ville Marie, bureau 200  
Montréal, Québec  
Canada H3B 2G2

Télécopieur : + 1 (514) 397-1651

Courriel : [secretariat@gic-iag.org](mailto:secretariat@gic-iag.org)